

Tout le monde paye



Le secteur pharmaceutique ne fait pas

exception

« On fait payer tout ce qui bouge », aucune alternative n'est permise à ceux qui gagnent de l'argent en Hongrie. C'est la devise du gouvernement hongrois qui en fait un vrai slogan. C'est ainsi que le 18 mai 2011 restera une date mémorable pour le secteur pharmaceutique hongrois.

Ce secteur paisible, porteur et rentable se voit bousculé par la politique financière et réformatrice menée par Viktor Orbán. Le 18 mai, la nouvelle loi concernant la taxe imposée aux laboratoires pharmaceutiques a été présentée au Parlement hongrois et soumise aux débats de l'Assemblée, dont l'issue était prévisible. La promulgation de cette loi prévue pour le 1er juillet risque en effet de faire beaucoup de mal au secteur pharmaceutique, en touchant à l'ensemble de ses investissements. Et pourtant, en Hongrie, la commercialisation des médicaments est sujette à des taxes spéciales assez conséquentes depuis la loi adoptée en 2006. Le gouvernement Orbán souhaite donc modifier un certain nombre de modalités liées à ces taxes et ceci à partir du 1er juillet. Il est à noter que les laboratoires pharmaceutiques installés en Hongrie sont aujourd'hui contraints non seulement de payer une taxe de 12% sur leur chiffre d'affaire mais aussi de verser environ 5 millions de forints par an pour chacun de leurs visiteurs médicaux. Cette dernière mesure a fait l'objet d'une procédure devant la Commission de l'UE, mais aussi devant la Cour Constitutionnelle hongroise. Le gouvernement hongrois quant à lui fait la sourde

oreille.

Une taxe à 20%

Cette taxe aujourd'hui fixée à 12% devrait être augmentée à 16% pendant une période, puis passer probablement à 20%. Cette politique de taxation bouleverse toute une organisation mise en place depuis des années et les investissements importants lancés par secteur. Il faut savoir que le secteur pharmaceutique en Hongrie est l'un des plus performants du monde. Rien qu'en 2008, le chiffre d'affaire du secteur pharmaceutique était de 692 Milliards de forints (2,56 milliards d'euros) . 72% de ce chiffre est réalisé sur les exportations. En outre, les entreprises pharmaceutiques sont celles qui ont le plus dépensé en recherche et développement avec un budget de 54 milliards de forints (200 millions d'euros), soit 8% de leur chiffre d'affaire. Avec cette taxe à 20%, le secteur pharmaceutique va devoir se restructurer, et peut être même licencier, à un moment où l'État prône une politique encourageant la création de d'emplois. „Tout le monde s'en fout des conséquences” a répliqué un chef d'entreprise du secteur, qui préfère garder l'anonymat. „Même si cette année on ne sera probablement pas plus taxé, à partir de 2012, ce secteur risque d'être gravement touché, y compris les laboratoires locaux et internationaux,” a-t-il ajouté.

Les visiteurs médicaux montrés du doigt

Comme les médicaments mis sur le marché et distribués en pharmacie sont remboursés, le gouvernement d'Orbán va jusqu'à penser que dans le cadre des réformes générales, il devient nécessaire de freiner la consommation de médicaments. Le gouvernement s'en prend donc aux visiteurs médicaux, qui d'après M. Szocska, secrétaire d'Etat à la santé, ont une grande responsabilité dans le choix des médicaments prescrits par les médecins. Il peuvent exercer une pression sur les médecins. Ces derniers ne prescrivent pas en effet les médicaments les moins chers mais ceux que les visiteurs médicaux les encouragent à prescrire. C'est ainsi que l'Etat hongrois prévoit la réduction du nombre de visiteurs médicaux à hauteur de 30%. Cette mesure drastique va entraîner des pertes d'emplois pour des personnes qualifiées, qui iront bien sûr rejoindre le lot de médecins hongrois installés déjà à l'étranger, et qui ont quitté le pays pour trouver ailleurs des conditions de vie et de travail plus adaptées. Une conséquence qui coûtera cher à la Hongrie et qui selon István Eger, Président de la Chambre des Médecins hongroise, n'aura aucun effet positif puisqu'elle ne pourra en aucun cas résoudre les problèmes liés à ce secteur.

Premières retombées négatives

Certains directeurs d'industries pharmaceutiques avouent déjà qu'ils seront amenés à restreindre le nombre de congrès, d'études cliniques, d'investissements de manière générale qui vont s'orienter davantage vers les pays limitrophes. La commercialisation de médicaments quant à elle risque d'aller à la baisse si le gouvernement freine leur prescription. Grossistes et pharmaciens seront profondément touchés par ces mesures même si le secteur pharmaceutique est loin d'être responsable du déficit budgétaire de la Hongrie.

Hamid Hammad

•
Catégorie
Agenda Culturel